

Réélection de Nkurunziza : Réactions du pouvoir et de l'opposition

RFI, 24-07-2015 Burundi : Pierre Nkurunziza réélu pour un troisième mandat La Commission Électorale burundaise a proclamé vendredi 24 juillet les résultats de l'élection présidentielle de mardi 21 juillet. Pierre Nkurunziza est réélu président pour un troisième mandat avec plus de 69 % des voix. Pierre Nkurunziza a été réélu avec 69,41 % des voix selon la Commission Électorale. Derrière lui, avec 18,99 %, l'opposant Agathon Rwasa au nom de sa coalition Amizero Yabarundi. L'ex-chef de la rébellion FNL avait dit que pour lui, le processus électoral n'était pas reconnu et pas les résultats même si on lui donnait la victoire. Comme lui, le reste de l'opposition ne devrait reconnaître aucune des institutions issues de ce processus. C'est du moins ce que disent la plupart des témoins.

Pour le président de la Commission Électorale, ce sont les Burundais qui se sont exprimés et massivement. Le taux de participation annoncé lors de cette proclamation des résultats provisoires est 73,44 %. De l'avis des observateurs étrangers, il s'agit probablement de la seule surprise. Selon la mission d'observation électorale de la communauté africaine, par exemple, la participation dans les 80 bureaux de vote qu'elle a pu visiter était faible en moyenne. L'autre constat de la mission d'observation régionale est que le processus électoral au Burundi a échoué à atteindre les standards et les principes des élections libres, justes, transparentes et crédibles. Même si le déroulement de la présidentielle s'est passé dans une paix relative, ce ne sont ni les journalistes, ni les observateurs qui ont scruté le scrutin, c'est la Cour constitutionnelle, a-t-il dit. Le président de la Commission Électorale, ajoutant que c'est le peuple burundais qui avait rendu ces élections crédibles par sa participation massive. Réactions du pouvoir et de l'opposition Au-delà de la célébration des résultats, pour le conseiller en communication du président et directeur en communication de la campagne de CNDD-FDD, après des mois de contestation du 3e mandat et du processus électoral, il est temps de tourner la page. On est très heureux d'avoir gagné haut la main cette élection. Et surtout de pouvoir passer maintenant à autre chose, plutôt que cette guerre politique : calendrier électoral, ajournement, etc. Maintenant tout le monde est content, c'est fini, on peut penser à autre chose. On va penser à la prestation de serment, la formation du gouvernement et aussi à d'autres projets socio-économiques du pays, avance Willy Nyamitwe. Quant aux critiques, et notamment celle de la mission d'observation électorale de la communauté est-africaine, le conseiller en communication de Pierre Nkurunziza estime qu'elles ne reflètent pas la réalité. Au niveau de la communauté des États de l'Afrique de l'Est, on entend parfaitement. Qu'il y ait quelques personnes attentionnées qui veulent tout simplement attirer de l'attention sur notre processus électoral, il en va de même pour les critiques de la communauté internationale. Nous espérons que ces gens, ces organisations et nos partenaires, qui ont basé leurs arguments sur des rapports qui sont biaisés, finiront par comprendre que ces élections étaient voulues par les Burundais, conclut Willy Nyamitwe. De son côté, l'opposition s'est réunie pour définir une position commune. Cette position devrait être rendue publique ce samedi après-midi, dont les grandes lignes sont annoncées par Jean Minani, président du Frodebu Nyakuri et porte-parole de l'opposition lors des négociations sous l'égide de la médiation ougandaise. C'est la consécration du coup d'État contre la Constitution et l'accès au pouvoir est passé par ce hold-up électoral. Nous n'avons pas à reconnaître ni les résultats ni les institutions qui en seront issues. Et nous allons continuer à demander à toute la communauté burundaise, régionale, continentale, internationale, pour qu'ils ne reconnaissent pas ces élections, une véritable mascarade électorale. Et nous allons continuer à réclamer fort que nous nous asseyons autour d'une table, comme ça a été recommandé par tous les burundais, par la communauté internationale, et continuer donc le dialogue que nous avons commencé avec le facilitateur Museveni. Au regard de la situation qui prévaut aujourd'hui, être président serait un suicide s'il ne s'assoit pas autour d'une table pour discuter justement de ces problèmes.